La Lettre

n°96– 21 mars 2024

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Edito

La gauche dans le désordre

Le vote sur l'Ukraine du 12 mars à l'Assemblée a rappelé l'ampleur des divisions de la gauche. Au-delà des votes contradictoires des groupes parlementaires de la gauche, ce sont les explications de ces votes qui ont montré l'ampleur des différences. En effet, ce débat était un piège tendu par Macron au RN, mais aussi à la NUPES. Il eut fallu y répondre, sans adhérer à la rhétorique macroniste, par un soutien ferme et déterminé au peuple ukrainien menacé par l'impérialisme russe. LFI et le PCF ne l'ont pas voulu, montrant que leur opposition à la guerre poutinienne manque de fermeté.

Cette nouvelle division à gauche, venant après celle consécutive au 7 octobre, est une nouvelle porte ouverte à la droite et à l'extrême droite. Pourtant, contre la loi Darmanin, on avait retrouvé l'élan de la NUPES et les manifestations du 21 janvier avaient montré les possibilités qu'offre le rassemblement, alors initié par les syndicats et suivi par la gauche unie.

C'est cette dynamique unitaire qu'il faut retrouver au-delà des divisions entre les diverses listes aux Européennes. Elle est possible à condition de dépasser les affrontements d'appareil. Elle est possible en s'unissant contre la politique anti-sociale de ce gouvernement qui accentue son offensive contre les plus précaires, notamment les chômeur/ses. Elle est possible en agissant pour la défense du peuple palestinien victime des massacres de Gaza. Et du peuple ukrainien menacé par l'offensive de Poutine.

C'est le sens de la proposition qu'**ENSEMBLE!** a faite à l'ensemble des organisations de la gauche et de l'écologie politique d'organiser une initiative commune, déconnectée des élections européennes, sur l'Europe que nous voulons et la riposte à la montée de l'extrême droite sur notre continent.

23 MARS A CAEN : NON AU DÉLIRE NUCLÉAIRE DE MACRON

Le samedi 23 mars, la Coordination antinucléaire du grand ouest appelle à une manifestation à Caen pour s'opposer au démarrage de l'EPR de Flamanville qui devrait entrer en service en 2024.

Plombé par un retard de déjà 12 ans et un coût multiplié par 6 par rapport aux prévisions initiales (plus de 19 milliards d'€), ce chantier accumule les failles techniques. C'est la conception même de ce type de réacteur qui est en cause. L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a relevé la non-conformité des aciers du fond de cuve et du couvercle et exigé le remplacement de ce dernier. Çà n'empêche pas le pouvoir macroniste de pousser, « quoi qu'il en coûte », à une mise en service rapide, avant même que l'opération de remplacement n'ait eu lieu ! Une situation qui a amené 4 associations de scientifiques critiques (ACRO, CRIIRAD, Global Chance, GSIEN) à exprimer conjointement leur inquiétude sur le fonctionnement à venir de l'installation, considérant que « ce réacteur n'est manifestement pas prêt à être mis en service en toute sûreté »

Cette précipitation est en phase avec la volonté décomplexée d'Emmanuel Macron et de son ministre des finances, Bruno Lemaire, de relancer un programme électro-nucléaire d'ampleur. Après avoir manœuvré à Bruxelles pour faire entrer le nucléaire dans la « taxonomie verte » de l'Union Européenne (la classification des activités économiques sans impact environnemental ni sur le climat) et en ayant fait voter la loi d'accélération du nucléaire, le gouvernement annonce clairement la couleur : une première salve de 6 EPR de « nouvelle génération » (EPR 2) pour 2035, avant 8 autres à l'horizon 2050, sans compter le développement d'on ne sait combien de « petits réacteurs modulaires » (réacteurs SMR).

Et tout ça, bien entendu, sans le moindre débat réel dans le pays sur ce que sont les besoins énergétiques et la façon dont les citoyens et citoyennes choisissent d'y répondre ! C'est bien d'une autre politique énergétique dont nous avons besoin. Une politique de rupture basée sur un vaste plan d'économies d'énergie, la sobriété et l'efficience énergétiques, la remise en cause d'un mode de production productiviste et prédateur inhérent au capitalisme. C'est aussi de çà dont il sera question à Caen le 23 mars.

Rassemblement à partir de 14 h devant l'ASN, 1 rue du Recteur Daure

SAMEDI 23 MARS - LIBERTÉ, ÉGALITÉ, PAPIERS !

Journée internationale contre le racisme et le fascisme.

*A l'initiative des collectifs de sans-papiers et de la Marche des Solidarités, plus 200 organisations (dont **ENSEMBLE!**), collectifs, associations, syndicats appellent à manifester partout sur le territoire samedi 23 mars à à l'occasion de la journée internationale contre le racisme et le fascisme. Nous publions un extrait de cet appel .*

Partout dans le monde, de l'Europe aux États-Unis, les pouvoirs mettent en place des politiques racistes, nationalistes et liberticides sur le dos des Immigré·e·s. Partout cela s'accompagne du renforcement de toutes les inégalités sociales et de l'exploitation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs. En légitimant les idées les plus réactionnaires de l'extrême-droite ces politiques ouvrent la voie aux courants fascistes.

Lire la suite au verso

ITALIE : LE LABORATOIRE DE L'EUROPE ?

Combien de fois avons-nous entendu dans notre entourage : « Le Pen n'arrivera jamais au pouvoir, elle n'aura jamais la majorité ! », ou une autre version « Pourquoi pas ? on n'a jamais essayé ! »

En Italie, c'est arrivé en septembre 2022 : Georgia Meloni, à la tête d'une coalition de trois partis d'extrême-droite accède au pouvoir et met en place un gouvernement dans la continuité programmatique du fascisme, avec des habits du 21ème siècle.

Cette accession au pouvoir ne vient pas de nulle part. Elle est le produit d'une désillusion qui a conduit beaucoup d'Italien-ne-s à ne pas se rendre aux urnes ou à voter nul. Malgré de véritables contestations sociales, le libéralisme économique est parvenu, comme partout en Europe et dans le monde capitaliste, à déstructurer le travail, par l'augmentation de la précarité sous toutes ses formes (CDD, uberisation), les délocalisations, la destruction des services publics... Comme en France sous la présidence Hollande, la « gauche » institutionnelle ne fut pas la dernière à participer à cette déstructuration, et donc à celle des cadres de mobilisation habituels de la classe ouvrière.

Les divisions et les scissions à répétition d'une « gauche de la gauche » réduite à peau de chagrin n'ont pas aidé à enrayer cette désillusion.

Un autre élément important a grandement participé à l'effondrement de la gauche : le rôle du mouvement 5 étoiles (M5S) dont la politique populiste, reprenant des mots d'ordre des « indignés » ou d'autres mouvements de gauche, a pu séduire un temps des jeunes, des intellectuels, des écologistes et agglomérer tous les mécontentements, sous la bannière d'un populisme de gauche pour mettre en œuvre une politique de droite.

Tout cela a abouti à cette catastrophe de septembre 2022, couronnée par l'élection d'un président néo-fasciste au sénat, avec la complicité de 17 voix du parti « démocrate », dont Matteo Renzi.

Depuis, les couches les plus démunies de la population ont pu tester en grandeur réelle ce qu'était le vrai visage d'une politique néo-fasciste. Par exemple :

- rejet au parlement le 6 décembre 2023 d'un projet de loi déposé par la gauche sur l'instauration d'un SMIC à 9€ brut de l'heure seuil sous lequel vivent encore 21% des salarié-e-s (« nous ne sommes pas en Union Soviétique où tout le monde avait le même salaire » Antonio Tajani, Forza Italia)
- le 1er mai 2023 (provocation !), Meloni supprime le revenu de citoyenneté, le RSA italien, créé en 2019 par la coalition M5S / Parti Démocrate, revenu dont bénéficiaient 1,6 million de foyers soit 4 millions de personnes.

Bien sûr, il y a une partie « sociale » à tout programme « national » : Ainsi Georgia Meloni entend-elle instaurer le quotient familial pour alléger les impôts à chaque nouvel enfant, augmenter les allocations familiales, faciliter l'accès aux crèches ou encore allonger le congé parental. Le tout ne servant bien sûr qu'une politique nataliste dans l'optique d'un rebond démographique, c'est-à-dire dans le cadre d'une préférence nationale.

Certain-e-s ont pu voter pour elle afin d'exprimer leur opposition à l'immigration. C'est souvent le premier argument utilisé par ces partis pour brosser dans le sens du poil l'électeur xénophobe prompt à accabler « l'étranger ».

Même cet argument de campagne, le gouvernement Meloni n'a pu le mettre en œuvre. Au contraire elle a dû accorder plus de 450 000 titres de séjour supplémentaire, à la demande du patronat, pour enrayer la chute démographique dramatique. Sans doute devra-t-elle encore jeter du lest car il en faudrait entre 800 000 et 1 million pour que chaque offre d'emploi puisse être honorée.

Une chose est claire : dans le domaine politique, le « plafond de verre » n'existe pas. Demain en France, Marine Le Pen peut arriver au pouvoir, même avec une minorité relative, à la faveur d'une désunion de la gauche et d'une désillusion encore accrue de l'électorat, comme en Italie.

À la lumière du laboratoire italien, la gauche française doit-elle prendre ce risque ?

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, PAPIERS ! *(suite du recto)*

En France, le gouvernement, tout en s'inscrivant dans la lignée des précédents, franchit un cap dans sa politique ouvertement raciste : Loi Darmanin, interdiction de l'abaya à l'école, réforme du droit du sol, etc. Ces décisions politiques impactent concrètement la vie quotidienne de ceux et celles qui vivent et travaillent ici et de celles et ceux qui arriveront demain.

Face à ce constat, nous appelons à défendre les droits et la dignité de chacun·e, notre arme est la solidarité [...] À l'occasion de la Journée internationale du 21 mars, des manifestations ont lieu dans le monde entier du 16 mars au 23 mars contre le racisme, le colonialisme et le fascisme. Nous appelons à faire converger nos luttes, à rendre visible la solidarité en manifestant partout en France le samedi 23 mars [...] Pour la liberté, la dignité et l'égalité des droits. Dans nos quartiers et nos lieux de travail, comme à Mayotte et en Palestine, **notre monde s'appelle Solidarité !**

ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

ENSEMBLEmouvnt Mouvt_ENSEMBLE mouvement_ensemble

ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE